

HOOFDSTUK X. — *Opheffings- en slotmaatregelen*

Art. 24. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1983 houdende erkenning van de personen die de immigranten religieus en/of moreel moeten bijstaan wordt opgeheven.

Art. 25. De bepalingen van dit decreet worden van kracht op de dag die door het College wordt vastgesteld en ten laatste op 1 januari 2006.

Voor de uitwerking van de contracten voor sociale samenhang met betrekking tot de eerste periode van vijf jaar moeten evenwel de volgende termijnen worden nageleefd :

- het College deelt aan de gemeenten ten laatste op 30 juni 2005 de lijst met prioritaire doelstellingen mee;
- de gemeentelijke en gewestelijke contracten voor sociale samenhang moeten ten laatste op 15 december 2005 ondertekend zijn.

Brussel, 30 april 2004.

Voor gelijkvormige verzending. Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie aangenomen decreet met betrekking tot de sociale samenhang.

E. TOMAS,
Voorzitter van het College
J. SIMONET,
Lid van het College
D. GOSUIN,
Lid van het College
W. DRAPS,
Lid van het College
A. HUTCHINSON,
Lid van het College

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 779

[2005/200744]

10 DECEMBRE 2004. — Accord de coopération instituant un Conseil commun du Trésor pour la Région wallonne et la Communauté française

Entre, d'une part,
la Communauté française, représentée par :
— Mme Marie ARENA, Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
— M. Michel DAERDEN, Vice-Président du Gouvernement de la Communauté française et Ministre du Budget et des Finances;

Et, d'autre part,
la Région wallonne, représentée par :
— Monsieur Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Ministre-Président du Gouvernement wallon,
— Monsieur Michel DAERDEN, Vice-Président du Gouvernement de la Région wallonne et Ministre du Budget et des Finances;

Il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Composition et fonctionnement

Article 1^{er}. Les parties conviennent de créer, auprès du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement wallon, un organe consultatif spécialisé dans la gestion financière et de trésorerie de la Communauté française et de la Région wallonne, appelé Conseil commun du Trésor, ci-après dénommé " le Conseil commun ".

Art. 2. Le Président du Conseil commun est choisi de commun accord par les Ministres régional et communautaire ayant le Budget et les Finances dans leurs attributions.

Le Conseil Commun est en outre composé :

- 1° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française;
- 2° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement wallon;
- 3° d'un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement de la Communauté française;
- 4° d'un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement wallon;
- 5° du Directeur général de la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française;
- 6° de l'Inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne;
- 7° du Directeur général adjoint du Service général des Finances du Ministère de la Communauté française;
- 8° de l'Inspecteur général de la Division du Budget du Ministère de la Région wallonne.

Art. 3. En cas d'absence de l'un des Inspecteurs généraux, Directeurs généraux ou généraux adjoints visés à l'article 2, le Secrétaire général de la Région wallonne et le Secrétaire général de la Communauté française peuvent, chacun pour ce qui les concerne, désigner les agents qui les représentent.

Art. 4. Les représentants de la Cour des comptes ainsi que l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Gouvernement wallon et du Ministre du Budget et des Finances et l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Gouvernement de la Communauté française et du Ministre du Budget et des Finances participent aux travaux du Conseil commun en qualité d'observateurs.

Art. 5. Le Conseil commun peut s'adjoindre en qualité d'observateur, le représentant de chaque Ministre du Gouvernement wallon ou de la Communauté française concerné par un des points mis à l'ordre du jour d'une de ses réunions.

Art. 6. Les réviseurs d'entreprises, chargés du contrôle prudentiel de la dette régionale et de la dette communautaire, participent aux travaux du Conseil commun en qualité d'observateurs pour les points qui concernent leur mission.

Art. 7. Le Conseil commun est assisté dans ces travaux par le Service de la Dette du Service général des Finances du Ministère de la Communauté française et le consultant financier de la Communauté française désigné par le Ministre communautaire du Budget et des Finances, ainsi que la Direction du Financement de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne et le consultant financier de la Région wallonne désigné par le Ministre régional du Budget et des Finances.

Art. 8. Le Président peut décider d'associer, à titre d'experts, des personnalités choisies dans les milieux universitaire, bancaire, du courtage et de la fiscalité.

Art. 9. Le secrétariat est assuré par un agent du Service de la Dette du Service général des Finances du Ministère de la Communauté française ou par un agent de la Direction du Financement de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne.

Art. 10. Les Ministres régional et communautaire ayant le Budget et les Finances dans leurs attributions arrêtent, de commun accord, le règlement d'ordre intérieur du Conseil commun.

CHAPITRE II. — Missions du Conseil commun

Art. 11. Le Conseil commun assiste les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne en matière de gestion de la trésorerie et de la dette communautaire et régionale.

Art. 12. Les missions du Conseil commun sont de nature stratégique et concernent les domaines tels que les relations avec les institutions financières, la coordination des politiques de financement, le calendrier des émissions d'emprunts, la détermination des principes communs de gestion des risques financiers et l'intensification des synergies de trésorerie et de gestion de la dette à la lumière des canevas institutionnels.

Art. 13. Le Conseil commun assiste les Gouvernements communautaire et régional en matière de gestion de l'emprunt de soudure conclu par les cinq sociétés wallonnes de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les Pouvoirs publics (SPABS).

Art. 14. Il est constitué au sein du Conseil commun un Conseil régional du Trésor et un Conseil communautaire du Trésor.

Le Conseil régional du Trésor est constitué de tous les membres régionaux du Conseil commun et sera présidé par le représentant du Ministre régional du Budget et des Finances. Le Conseil communautaire du Trésor est constitué de tous les membres communautaires du Conseil commun et sera présidé par le représentant du Ministre communautaire du Budget et des Finances.

Le rôle de ces conseils est d'assister leur gouvernement respectif en matière de gestion courante de la dette et de la trésorerie et d'assurer la mise en œuvre des décisions stratégiques proposées par le Conseil commun et décidées par le Ministre concerné.

Chacun de ces conseils évalue notamment régulièrement les relations entre l'entité concernée et son Caissier. Il veille à la bonne exécution du protocole conclu avec le Caissier, envisage les solutions aux situations non réglées par ce protocole et propose des avenants éventuels. Le Conseil concerné constitue la première structure de conciliation en cas de différent entre la Région ou la Communauté et son Caissier.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Bruxelles, le 10 décembre 2004.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
Mme M. ARENA

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget et des Finances de la Communauté française,
M. DAERDEN

Le Ministre du Budget et des Finances de la Région wallonne
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 779

[2005/200744]

10 DECEMBER 2004. — Samenwerkingsakkoord tot instelling van een Gemeenschappelijke Thesaurieraad voor het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door :

— Mevr. Marie ARENA, Minister-Presidente van de Regering van de Franse Gemeenschap,

— De heer Michel DAERDEN, Vice-President van de Regering van de Franse Gemeenschap en Minister van Begroting en Financiën;

enerzijds,

en

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door :

— De heer Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Minister-President van de Waalse Regering,

— De heer Michel DAERDEN, Vice-President van de Regering van het Waalse Gewest en Minister van Begroting en Financiën;

anderzijds,

komen het volgende overeen :

HOOFDSTUK I. — Samenstelling en werking

Artikel 1. De partijen komen overeen dat een adviesorgaan, gespecialiseerd inzake financieel beheer en beheer van de thesaurie van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, Gemeenschappelijke Thesaurieraad genoemd, hierna "de Gemeenschappelijke Raad" genoemd, bij de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, wordt opgericht.

Art. 2. De Voorzitter van de Gemeenschappelijke Raad wordt in onderlinge overeenstemming gekozen door de gewestministers en de gemeenschapsministers tot wier bevoegdheden de begroting en de financiën behoren.

De Gemeenschappelijke Raad is bovendien samengesteld uit :

1. een vertegenwoordiger van de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap;
2. een vertegenwoordiger van de Minister-President van de Waalse Regering;
3. een vertegenwoordiger van elk van de Vice-Presidenten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
4. een vertegenwoordiger van elk van de Vice-Presidenten van de Waalse Regering;
5. de Directeur-generaal van de Algemene Directie Begroting en Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
6. de Inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest;
7. de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
8. de Inspecteur-generaal van de Afdeling Begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 3. Bij afwezigheid van één van de Inspecteurs-generaal, Directeurs-generaal of adjunct-directeurs-generaal bedoeld in artikel 2, kunnen de Secretaris-generaal van het Waalse Gewest en de Secretaris-generaal van de Franse Gemeenschap, ieder wat hem betreft, de ambtenaren aanwijzen die hen vertegenwoordigen.

Art. 4. De vertegenwoordigers van het Rekenhof alsook de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Waalse Regering en bij de Minister van Begroting en Financiën en de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Regering van de Franse Gemeenschap en bij de Minister van Begroting en Financiën nemen deel aan de werkzaamheden van de Gemeenschappelijke Raad als waarnemers.

Art. 5. De Gemeenschappelijke Raad kan zich laten begeleiden door de vertegenwoordiger van iedere Minister van de Waalse Regering of de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor één van de punten die op de agenda van een vergadering staat, als waarnemer.

Art. 6. De bedrijfsrevisoren, belast met de conformiteitscontrole op de schuld van het Gewest en de schuld van de Gemeenschap, nemen deel aan de werkzaamheden van de Gemeenschappelijke Raad als waarnemers voor de punten die verband houden met hun opdracht.

Art. 7. De Gemeenschappelijke Raad wordt bijgestaan door de Dienst voor de Schuld van de Algemene Dienst Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en door de financiële adviseur van de Franse Gemeenschap aangewezen door de Gemeenschapsminister van Begroting en Financiën, alsook door de Directie Financiering van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest en door de financiële adviseur van het Waalse Gewest aangewezen door de Gewestminister van Begroting en Financiën.

Art. 8. De Voorzitter kan beslissen persoonlijkheden gekozen uit de universitaire, bank-, makelaars- en belastingkringen te laten deelnemen als deskundigen.

Art. 9. Het secretariaat wordt waargenomen door een ambtenaar van de Dienst voor de Schuld van de Algemene Dienst Financiën van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of door een ambtenaar van de Directie Financiering van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 10. De Gewest- en Gemeenschapsministers tot wier bevoegdheden de begroting en de financiën behoren, stellen, in onderlinge overeenstemming, het huishoudelijk reglement van de Gemeenschappelijke Raad vast.

HOOFDSTUK II. — *Oprachten van de Gemeenschappelijke Raad*

Art. 11. De Gemeenschappelijke Raad staat de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest voor het beheer van de thesaurie en van de schuld van de Gemeenschap en het Gewest bij.

Art. 12. De opdrachten van de Gemeenschappelijke Raad zijn van strategische aard en hebben betrekking op gebieden zoals de betrekkingen met de financiële instellingen, de coördinatie van het beleid inzake financiering, het tijdschema voor de uitgifte van leningen, de vaststelling van de gemeenschappelijke beginselen voor het beheer van de financiële risico's en de versteviging van de samenwerkingsverbanden voor de thesaurie en het beheer van de schuld in het kader van onze instellingen.

Art. 13. De Gemeenschappelijke Raad staat de Gemeenschaps- en Gewestregeringen bij inzake beheer van de overbruggingslening aangegaan door de vijf Waalse publiekrechtelijke maatschappijen voor het besturen van de schoolgebouwen van het door de overheid georganiseerd onderwijs.

Art. 14. Binnen de Gemeenschappelijke Raad wordt een Thesaurieraad voor het Gewest en een Thesaurieraad voor de Gemeenschap ingesteld.

De Thesaurieraad voor het Gewest is samengesteld uit alle leden van het Gewest in de Gemeenschappelijke Raad en wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Gewestminister van Begroting en Financiën. De Thesaurieraad voor de Gemeenschap is samengesteld uit alle leden van de Gemeenschap in de Gemeenschappelijke Raad en wordt voorgezeten door de vertegenwoordiger van de Gemeenschapsminister van Begroting en Financiën.

Die raden hebben als opdracht hun respectieve Regering bij te staan voor het gewoon beheer van de schuld en de thesaurie en de strategische beslissingen uit te voeren die door de Gemeenschappelijke Raad werden voorgesteld en door de betrokken Minister beslist.

Elk van die raden evalueert inzonderheid regelmatig de betrekkingen tussen de betrokken eenheid en haar Cassier. Hij zorgt voor de goede uitvoering van het protocol dat met de Cassier wordt afgesloten, stelt oplossingen voor toestanden die bij dit protocol niet geregeld worden voor en stelt eventuele aanhangsels voor. De betrokken Raad is de eerste verzoeningsstructuur als er een geschil ontstaat tussen het Gewest of de Gemeenschap en zijn/haar Cassier.

Gedaan in vier originele exemplaren.

Brussel, 10 december 2004.

De Minister-Presidente van de Regering van de Franse Gemeenschap,
Mevr. M. ARENA

De Minister-President van de Waalse Regering,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting en Financiën van de Franse Gemeenschap,
M. DAERDEN

De Minister van Begroting en Financiën van het Waalse Gewest,
M. DAERDEN